

[Text]

view to including Mexico in the Canada-U.S. free trade area, or in some such tripartite negotiation, the U.S. will become even more powerful, will get further economic benefits, and they will be at our expense.

Now, that is a pretty strong statement. And in order to explain it, let me draw a simple diagram.

We are going to consider two alternatives. One is an expanded free trade agreement, and the other is a hub-and-spoke arrangement. This free trade agreement is where all three countries would have equal status, all trading freely with each other. The hub-and-spoke arrangement is the U.S. as the hub, having a bilateral spoke: the U.S. having a bilateral spoke arrangement with Canada and another bilateral spoke arrangement with Mexico.

If we expand the free trade agreement, we start with the U.S. We already have an agreement with the U.S. We would now be adding to it an agreement with Mexico. And notice that Mexico is now freely trading with both Canada and the United States, as opposed to this hub-and-spoke arrangement where there is no trade liberalization between Canada and Mexico.

The Americans are now being approached by the Brazilians, the administration in Chile and possibly others, so if we embark on this kind of a system we are talking about in the future further extensions of either one of these models to who knows what countries. It is a very interesting question as to what would happen if you get Japan or Europe involved in this kind of an arrangement. But I do not want to get into that today.

But let me point out what we can say about this from a Canadian point of view. This kind of a free trade area agreement will provide, initially, when Canada signs a bilateral agreement with the United States, which came into effect January 1, 1989. . . I am looking at this from a Canadian point of view, and there will be a plus here.

The largest plus we are going to get. . . The other pluses we will be getting will be smaller. We could talk about this later, if you want. But I am starting from the estimates that were made before this Canada-U.S. Free Trade Agreement, which ranged from something like 2% or smaller numbers to maybe 8% or 10% of national income or GNP. When Mexico is included in this three-way tripartite agreement, then we add further benefits to Canada from free trade gains: better access to the Mexican market and lower-cost goods coming into Canada from Mexico which benefit consumers and also keep Canadian industry more competitive by providing Canadian industry with lower cost inputs—the same sort of story we had here. If you add other countries you will also get further gains.

This is the picture from the Canadian point of view. Increase the size of the free trade area and, under standard assumptions, this is the kind of picture one can expect economically.

[Translation]

ailleurs, si nous ne faisons pas en sorte d'inclure le Mexique dans la zone de libre-échange canado-américaine ou de négocier une entente tripartite quelconque, les États-Unis deviendront encore plus puissants et obtiendront encore plus d'avantages économiques, et ce, à nos dépens.

C'est une déclaration pour le moins catégorique, et je voudrais dessiner un diagramme très simple pour l'expliquer.

Nous allons examiner deux possibilités. D'une part, il y a une extension de l'Accord de libre-échange et, de l'autre, un d'accord «en étoile». Dans le cadre d'un accord de libre-échange, les trois pays seraient sur un pied d'égalité et feraient affaire librement les uns avec les autres. L'accord en étoile aurait à son centre les États-Unis et comme rayons une entente bilatérale avec le Canada et une autre avec le Mexique.

Si nous étendons l'Accord de libre-échange actuel, nous commençons avec les États-Unis. Il y a déjà une entente entre le Canada et les États-Unis. Nous y ajouterions une entente avec le Mexique. En outre, le Mexique commerce maintenant librement avec le Canada et les États-Unis, ce qui ne serait pas le cas avec un accord en étoile, puisque le commerce entre le Canada et le Mexique ne serait pas libéralisé à ce moment-là.

Le gouvernement du Brésil, celui du Chili, et peut-être celui d'autres pays, sont en train de faire des démarches auprès des États-Unis à l'heure actuelle, ce qui veut dire que, peu importe lequel de ces deux systèmes nous choisirons, il pourrait plus tard s'appliquer à un nombre indéterminé de pays. Ce serait très intéressant de se demander ce qui arriverait si le Japon ou l'Europe participait à un tel système, mais je ne veux pas me lancer là-dedans aujourd'hui.

Voyons cependant ce que cela signifierait du point de vue du Canada. Ce genre de zone de libre-échange signifierait, au départ, par exemple quand le Canada a signé avec les États-Unis une entente bilatérale comme celle qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1989. . . J'examine la situation du point de vue du Canada, et cela représente certains avantages.

L'avantage le plus important pour nous. . . Les autres avantages seront moins importants. Nous pourrions en parler plus tard si vous le voulez. De toute façon, je base mes commentaires sur les prévisions faites avant l'Accord de libre-échange, qui variaient entre un peu moins de 2 p. 100 et quelque chose comme 8 ou 10 p. 100 du revenu national ou du produit national brut. Si le Mexique devenait partie à un accord tripartite, le libre-échange représenterait comme avantages supplémentaires pour le Canada un meilleur accès au marché mexicain et des marchandises mexicaines moins coûteuses importées au Canada, ce qui serait à l'avantage des consommateurs et rendrait l'industrie canadienne plus compétitive en réduisant ses coûts d'intrants, tout comme cela s'est produit dans le cas de l'accord canado-américain. Si d'autres pays participaient à l'accord, cela signifierait encore d'autres avantages.

Voilà donc la situation du point de vue du Canada. Normalement, si la zone de libre-échange s'étendait, cela produirait sans doute ce genre d'avantages économiques.